

Philippe Cibois, président de 2009 à 2011

Philippe Cibois a réuni sur son site personnel différents documents relatifs à l'histoire de l'AFS, dans la rubrique "[Matériaux pour l'histoire de l'AFS](#)". En complément, il propose ici un "rapport d'activité" de ses années en tant que président de l'association.

Élu à la présidence de l'AFS par l'Assemblée générale en 2009, j'envoie une lettre en juin 2009 qui indique le programme sur lequel je m'étais présenté et qui donne la liste des membres du comité exécutif :

“Depuis la création de l'AFS, les présidences successives ont mis l'accent sur la nécessité de participer aux colloques et congrès internationaux. Ce que je voudrais souligner est que cette participation ne se fera pas par injonction mais sera la conséquence d'une manière de faire la sociologie qui a changé depuis les années 80. En effet, à cette époque, la sociologie française se voyait portée en avant par des maitres prestigieux. Certains ont pu penser alors que ce qui se faisait en dehors de la France comme sociologie n'était qu'adaptation au plan local de concepts que la sociologie française avait conçus (ou revisités).

Ces temps sont révolus, la sociologie est mondiale comme le reste de la science, et faire de la recherche ou la mettre en

œuvre, c'est d'abord être au courant de ce qui se fait ailleurs, dans le monde entier. Les divisions sont thématiques, non régionales et la lecture de revues et de livres dans d'autres langues que le français est la première étape avant d'aller dans des rencontres internationales.

La deuxième étape est de produire des textes en anglais de communication internationale (ou globish) et de s'insérer dans des réseaux internationaux où nos pairs, ceux dont nous recherchons l'estime, ne sont pas les collègues de l'université où les anciens d'une École prestigieuse, mais tous ceux qui cherchent dans le même domaine que nous, aussi éloignés soient-ils géographiquement, mais maintenant à portée d'un courrier électronique.

L'AFS est maintenant en ordre de marche pour continuer sa tâche : les réseaux thématiques ont pour la plupart renouvelés leurs responsables lors du congrès d'avril dernier et l'AFS les aidera à aller de l'avant. Le Comité exécutif nouvellement élu s'est réuni et s'est distribué les tâches à accomplir : vous trouverez en annexe de cette lettre la liste des responsabilités qui ont été réparties et les groupes de travail qui se sont constitués.

Répartition des responsabilités à l'intérieur du Comité exécutif élu le 16 avril 2009 :

Jérôme Berthaut, relations avec la presse, Isabelle Bourgeois, CASP, Comité d'Action Sociologie Professionnelle, Sylvie Célérier, Réseaux thématiques, Philippe Cibois,

présidence, Lise Demailly, Socio-logos, Sylvia Girel, information doctorants et jeunes docteurs, Pierre Lenel, OFIS, Observatoire du Fonctionnement des Institutions de la Sociologie, Claude Martin, vice-présidence, international, Olivier Martin, trésorerie, Odile Piriou, Observatoire du Fonctionnement des Institutions de la Sociologie Ariel Sevilla, secrétariat général."

Crise au CNU 19^e section

Dès octobre suivant nous sommes confrontés à la crise du CNU 19 où un certain nombre d'autopromotions ont été jugées scandaleuses par des membres de la commission qui ont démissionné. Une réunion du 19 octobre avec l'ASES aboutit au communiqué suivant signé également par l'ensemble des organisations syndicales :

La rencontre organisée le 16 octobre 2009 à l'initiative de l'AFS et de l'ASES a permis de prendre toute la mesure de la crise que traverse actuellement la 19^e section du CNU. De fait cette section ne peut plus fonctionner aujourd'hui alors même que va s'ouvrir la campagne de qualification des MCF et Pr. Il s'agit d'urgence de redonner à la section les moyens d'assurer ses missions. Les organisations soussignées soutiennent les démissionnaires et appellent les membres restants à

démissionner immédiatement. Elles demandent au ministère d'examiner avec leur concours les conditions du renouvellement complet de la section.

Le Ministère contacté rejette le scénario d'une dissolution suivi d'élections spécifiques pour la section 19 et n'envisage qu'une cooptation. Cette procédure est envisagée par l'AFS, l'ASES ne s'y associant pas. Elle se fit sous forme d'un appel aux volontaires dont certains furent nommés par le Ministère et d'autres cooptés. La session put se poursuivre mais la communauté des sociologues avait marqué par le geste fort des démissions le refus de pratiques d'auto-promotions.

Cette décision a divisé le CE : certains ont noté que c'était la politique à suivre dans la mesure où cela a permis d'assurer le déroulement des qualifications, d'autres pensent que l'AFS en la personne de son Président s'est isolée des syndicats et de l'ASES, et que l'initiative qui en a résulté a débouché sur une relégitimation d'un CNU qui demeure discrédité dans la réalité de sa composition.

Le premier mars 2011, le Sgen, le Snesup, l'Ases et l'Afs décideront de faire une liste commune pour le renouvellement du CNU.

Les rapports avec l'APSES

Le projet des programmes de Sciences économiques et sociales proposés par le Ministère pour la Seconde (et signé d'un certain Jean-Michel Blanquer, Directeur général de l'enseignement scolaire) sous forme d'*Enseignements exploratoires* pose beaucoup de problèmes à l'APSES qui souhaite l'aide de l'AFS pour que la socio, ses méthodes spécifiques et sa méthodologie puissent faire partie de cette initiation.

Le 16 juin 2010, après discussion sur deux textes, le CE soutien à l'unanimité que dans le projet du Ministère pour la classe de première : « la pluralité des paradigmes théoriques est mise à mal, dans un programme qui fait la part belle aux démarches issues de l'individualisme méthodologique, au détriment des autres traditions de la sociologie contemporaine. Pour toutes ces raisons, le comité exécutif de l'AFS demande au groupe d'experts réuni auprès du Ministre de l'Éducation Nationale de reprendre sa copie, en s'inspirant notamment des propositions formulées par l'APSES qui répondent de manière beaucoup plus réaliste aux objectifs fixés aux enseignements de SES de la classe de première, tant en matière de préparation aux études post-baccalauréat qu'en matière de formation citoyenne ».

Le Congrès de Grenoble

Le 10 et 11 juin 2010 Sylvie Célérier, Philippe Cibois et Ariel

Sevilla se sont rendus à Grenoble pour visiter le campus universitaire, connaître les installations mises à disposition de l'AFS en vue du prochain congrès et prendre un premier contact avec l'équipe locale et les autorités de l'université.

Le 24 janvier 2011, une réunion avec les responsables des RT-GT finalise l'organisation du Congrès qui aura lieu à Grenoble du 5 au

8 juillet 2011: l'ouverture du Congrès sera faite par Andrew Abott (Université de Chicago), la matinée suivante sera consacrée à des États généraux de la discipline, les deux dernières matinées à des semi-plénières, chaque RT-GT pouvant organiser sept sessions (l'usage des posters est recommandé s'il y a beaucoup de contributions). Sont également précisés les tarifs et les délais d'inscription.

Le Congrès se déroule effectivement du 5 au 8 juillet : son thème est « Création et Innovation ».

Le nombre des participants a été de 1 469 dont 117 invités (intervenants à une séance semi-plénière ou membres du Comité exécutif

de l'Association Internationale de Sociologie), 468 doctorants ou post-doctorants auxquels un tarif réduit a été proposé et 884 inscrits au tarif normal.

On peut suivre son déroulement sur le volume du Congrès remis à chaque participant [disponible ici](#) sous forme d'un PDF. On trouvera ci-dessous les points marquants du Congrès en plus des semi-plénières et des contributions dans les RT-GT.

Mardi 5 juillet, séance d'ouverture, « Savoirs : quels critères pour les sciences sociales », conférence d'ouverture d'Andrew Abbott (Professeur de sociologie, Université de Chicago) :

Résumé : Comment définir des critères qui favorisent la connaissance et les échanges entre les savoirs ? Il semble désormais évident, et ce depuis longtemps, que la cumulativité ne peut être un critère central pour les sciences sociales. Bien que les connaissances puissent croître à l'intérieur de paradigmes locaux, et que des synthèses partielles puissent y être réalisées, ces cumulations locales se heurtent toujours à d'autres résultats eux-mêmes cumulés mais dont les présupposés sont très différents. Dans cette conférence, je présente un nombre des critères alternatifs pour étudier le processus de connaissance : esthétique, nouveauté, plénitude, pouvoir opératoire, élégance scientifique, etc. Je distingue entre les critères relatifs aux travaux individuels et les critères

relatifs au processus collectif de création de connaissance. J'analyse la question de l'excellence diachronique et le défi qu'elle pose aux critères de l'excellence synchronique. Enfin, je distingue les critères relatifs aux résultats de la connaissance et ceux qui évaluent les processus de connaissance (le savoir comme nom ou comme gérondif). In fine, je conclus en montrant qu'aucune question n'est résolue, sinon celle, centrale, de l'importance desdits critères.

Ce même mardi en soirée un cocktail est offert par la ville à l'Hôtel de ville de Grenoble : Andrew Abott et le Président de l'AFS sont faits citoyens d'honneur de la Ville par Michel Destot, Député-Maire de Grenoble.

Le Mercredi 6 juillet : repas traditionnel des responsables de RT-GT à un restaurant sur le site de La Bastille.

Jeudi 7 dans l'après-midi : assemblée générale de l'AFS au cours duquel est élu le nouveau Comité exécutif : Alex Alber, Jérôme Berthaut, Anne Bory, Isabelle Bourgeois, Philippe Coulangeon, Bruno Cousin, Lise Demailly, Didier Demazière, Marie Doga, Dan Ferrand-Bechmann, Florent Gaudez, Solenne Jouanneau, Prisca Kergoat, Yvon Lamy, Frédéric Lebaron, Pierre Lénel, Iris Loffeier, Frédéric Neyrat, Odile Piriou, Romain Pudal, Delphine Serre, Ariel Sevilla. Comme je ne souhaitais pas me représenter, Didier

Demazière fut élu président.

Il ne me reste plus
qu'à remercier Sylvie Célérier qui a organisé pendant ces deux
ans tout ce qui
concerne les RT-GT et Florent Gaudez qui en tant que membre du
CE et professeur
à Grenoble a assuré le lien avec l'Université Pierre-Mendès-
France et son
département Sciences sociales & humaines.

J'ajouterais enfin un salut à Haby Doumbia, fidèle secrétaire
de l'AFS présente à Grenoble et à Cyril Brizard, doctorant de
sociologie, qui fut le responsable efficace de l'équipe locale
des étudiants qui permit au Congrès de fonctionner. Il sortit
vite de son statut de doctorant puisque le lendemain de la fin
du Congrès, j'assistais à la soutenance de sa thèse « Le monde
du métal symphonique : vers une sociologie de l'œuvre comme
création continuée, l'exemple de Nightwish » qui lui valut les
félicitations du jury.

**Didier Demazière, président
de 2011 à 2015**

Frédéric Lebaron, président de 2015 à 2017

Dan Ferrand-Bechmann, présidente de 2006 à 2009

Pour des raisons indépendantes de ma volonté, je n'ai pas suivi en direct les premiers pas de l'AFS à Cachan, mais je me suis fortement mobilisée pour le congrès de Villetaneuse en février 2004, d'autant que j'étais professeure dans le 93 à l'Université de Paris 8, voisine géographiquement. Il y eut beaucoup plus de monde que nous ne le prévoyions et l'organisation était assez improvisée, mais fit face à une foule inattendue et enthousiaste. Daniel Bertaux, qui avait été élu président en 2002, fut réélu. J'entrais alors au comité exécutif. Parallèlement, j'avais monté un comité de recherche sur la sociologie du bénévolat et de l'engagement, qui était mon thème de travail depuis ma thèse d'État, mais je n'étais jamais loin de travaux de sociologie urbaine.

Pendant ce mandat 2004-2006, l'AFS s'était fortement consolidée sur de nombreux chantiers et avait jeté des fondations solides. J'y fus surtout chargée avec d'autres de la préparation du congrès de Bordeaux, dont je connaissais l'Université pour y avoir été élue comme membre extérieure de certains conseils, et parce que j'avais des contacts nombreux avec l'administration de programmes éducatifs européens qui est située sur les quais de la Garonne (agence européenne

Socrates- Leonardo da Vinci). Pour cela, je devins vice-présidente chargée du congrès. Le thème girondin était « Dire le monde social : les sociologues face aux discours politiques, économiques et médiatiques ». Le comité local d'organisation du congrès était très actif et l'organisation des séances de 40 réseaux, des sessions et des réunions plénières et semi-plenières, des tables rondes, mais aussi des réceptions se déroula très bien, bien que la mairie nous ait fait déménager de lieu à la dernière minute pour le pot d'accueil. Le livre du congrès, véritable défi en informatique, était très complet grâce à Philippe Cibois et Louis Chauvel. Il y avait dans les tables rondes la présence de « vedettes » comme Edwy Plenel et François Dubet. La venue de nombreux sociologues étrangers marqua cette étape de l'histoire de l'AFS. L'internationalisation était à l'ordre du jour, tout comme la parité de genre, la décentralisation, le soutien des doctorants et bientôt celui des sociologues professionnels. Je développais ces points dans ma déclaration de nouvelle élue. Louis Chauvel se présenta contre moi, mais en toute amitié et par souci de démocratie. Pendant une soirée j'ai imaginé que je n'aurais pas cette charge de présidente à assumer. Je fus élue.

Mon mandat à l'AFS me sembla aisé, car j'avais une longue expérience de responsabilités administratives plus lourdes dans des cadres universitaires, de missions dans des cabinets ministériels, dans la recherche y compris sur des contrats européens et j'avais été pendant longtemps élue dans des comités de recherche de l'association internationale de sociologie (AIS). J'avais terminé quelques années auparavant une recherche sur l'inégalité entre les hommes et les femmes dans les associations, en particulier pour la Ligue de l'Enseignement et pour la mission du centenaire de la loi de 1901, et il m'a semblé que je continuais à faire de l'observation *in vivo*. Succéder à Daniel Bertaux, pour qui j'avais une grande admiration, fut un challenge. Il était de

la vieille école et pensait probablement que je continuerais à travailler sous sa houlette. Il n'en fut rien. Il me donna des conseils et fit des remarques sur les nouveaux membres du CE, surtout les anciens, et leur envoya malencontreusement un mail à tous en faisant une fausse manœuvre : « réponse à tous ». Il me prévenait contre des opposants, mais en fait ce furent trois années très conviviales et amicales avec les anciens du CE 2004-2006 : Louis Chauvel, Philippe Cibois, Catherine Dechamp-Le Roux, Bertrand Geay, Laurence Grandchamp-Florentino, Christelle Hamel, Jean-Charles Lagrée, Pierre Lenel, Dominique Memmi, Laurent Mucchielli, Abou Ndiaye, Gisèle Sapiro, Muriel Tapie-Grimme, Olivier Vasseur, Pierre-Paul Zalio et Daniel Bertaux... Les nouveaux entrants étaient : Béatrice Appay, Isabelle Bourgeois, Sylvie Célerier, Florent Gaudez, Sylvia Girel, Claude Martin, Olivier Martin, Karine Messenger, Delphine Naudier, Odile Piriou et Ariel Sevilla. Les débats qui avaient suivi le « fuitage » du mail de Daniel favorisèrent probablement des échanges démocratiques.

Nous avons essayé d'introduire un esprit d'équipe et de relever trois défis :

- Développer le RESU (Réseau des sociologues du sud de l'Europe), et les relations avec l' AIS, l' AISLF et l' ESA puis l' ASES.
- Mettre au clair l'administration et la comptabilité de l' AFS et les déclarations qui se devaient d'être complétées après ces quatre années de début d'existence. Le fonctionnement des associations est complexe et soumis à une intrusion perpétuelle de l'État. Ariel Sevilla se mit à cette tâche avant de passer la main à Haby Doumbia, une de mes doctorantes.
- Enfin soutenir et développer le Comité d'action sociologie professionnelle (CASP).

Il y avait aussi des chantiers difficiles à poursuivre : celui d'une charte déontologique un peu contestée et celui de la revue *Socio-logos*, dont Lise Demailly était responsable alors qu'elle a été malade une grande partie de ce mandat.

Nous avons l'aide ponctuelle d'un comptable Jean-Michel Ballester^[1] qui nous aida à faire des bilans conformes aux demandes souvent complexes de financements, lesquels avaient très bien abouti pour les congrès de Bordeaux et bientôt celui de Paris en 2009. Les budgets de l'AFS étaient relativement florissants et les dépenses prudentes.

Une des tâches des président·e·s à l'AFS est de faire connaître la sociologie française et de donner un avis sur la politique du gouvernement dans la recherche et l'enseignement du supérieur et éventuellement du secondaire. Nous avons publié un article dans *L'Huma* en 2007, que j'ai signé avec Charles Gadea. Les médias dont la télévision nous sollicitaient. Louis Chauvel, avec son écharpe rouge, était un bon médiateur. J'avais de nombreux contacts avec des sociologues d'autres pays.

Nous étions trois sociologues français qui présidions et faisons équipe à l'AIS, l'AISLF et bien sûr à l'AFS : Michel Wieviorka, Monique Hirschhorn et moi-même. Nous avons convenu d'éviter de faire des congrès la même année, ce qui allongea mon mandat à 3 ans au lieu de 2. L'AISLF fait des congrès tous les 4 ans et cela lui permet de faire son congrès à Istanbul en 2008 sans être en concurrence avec l'AFS. Les inscriptions et les séjours sont chers et qu'il y ait deux congrès ou plus une même année est un handicap.

Le RESU avait tenu plusieurs meetings dont les principaux,

tout d'abord à Lisbonne en 2003, puis à Capri en 2005, à Lisbonne en 2006, mais aussi à Durban lors du congrès de l'AIS et à Bordeaux en septembre 2006, à la Corogne en 2007, à l'ESA à Glasgow puis à Urbino en 2007, ensuite à Rome, Porto et à Barcelone en 2008 et à Cordoue et Paris en 2009. Le conseil était constitué des présidentxexs en exercice et des présidentxexs sortant des associations nationales, d'un délégué ou coordinateur qui était Consuelo Corradi. Plus tard, le RESU s'est fondu avec un réseau de l'ESA : le RN27 (*Regional Network on Southern European Societies*). Le RESU réunissait deux associations nationales espagnoles et les associations portugaise, italienne, grecque et française. Il fut envisagé de l'élargir au Brésil et au Maghreb. Son but était de développer les échanges entre les chercheurs et les enseignants des pays du sud de l'Europe et des pays méditerranéens, qui sont concernés par des problèmes communs. L'anglais n'était pas majoritairement mis en avant dans nos échanges, même si l'efficacité primant, nous finissions souvent par l'utiliser tout en essayant de nous parler dans nos propres langues et d'écouter celles des autres, comme il est d'usage dans les échanges européens.

Le CASP, sous la responsabilité d'Abou Ndiaye était une préoccupation majeure pour une petite partie du CE, mais il révéla la difficulté du problème de l'intégration et la reconnaissance des sociologues professionnels pour beaucoup de sociologues enseignants et chercheurs. Les thèmes d'une journée d'étude en 2007 à l'EHESS, furent : la recherche fondamentale/appliquée, les études et diagnostics, les postures professionnelles, les nouvelles formes de conseil et d'intervention, l'évaluation, la déontologie... Les différences de points de vue entre les différents « corps de métier » apparurent fortement, pour ne pas souligner les hiérarchies de statut et de reconnaissance entre les uns et les autres. L'enthousiasme n'était pas au rendez-vous et il me fallut défendre l'équipe du CASP qui s'y adonnait énergiquement et

avec passion. L'apport de sociologues étrangers, en particulier portugais, légitimait nos efforts et soulignait la position très académique de la France dont les sociologues sont majoritairement au CNRS et dans les Universités et souvent fonctionnaires. Depuis ces douze dernières années, la professionnalisation montante de nombre de diplômés changerait probablement les postures et les points de vue.

Le soutien des doctorants et des écoles doctorales était plus habituel dans les associations et à l'AFS en particulier et relevait de cette transmission au cœur de notre métier et de notre déontologie. Le poids des jeunes sociologues dans les congrès, et la place qui leur a été donnée, se sont faits en continuation de la politique énergique de Daniel Bertaux lors de ses deux mandats.

Le congrès de 2009 à Paris, dans les locaux de l'Université de Paris-Diderot, avait pour thème « Violences et Société [\[2\]](#) ». L'introduction par Abram de Swaan, sociologue hollandais, sur « la régression au service de l'État, la violence de masse », posait la question des violences extrêmes et des processus de « décivilisation ». Nous organisâmes aussi des états généraux de la sociologie avec des ateliers sur l'avenir de la profession d'enseignant, les problèmes d'évaluations des carrières, de l'insertion dans les milieux professionnels, etc. Il y eut une session sur la sociologie publique avec Michael Burawoy qui a été Président de l'AIS.

Trois questions se posent quant à l'existence et l'efficacité des associations de sociologues :

- La nature de l'engagement de ses membres
- L'éparpillement des réseaux

▪ Le nombre des associations

Pour avoir travaillé tant d'années sur le bénévolat et en avoir donné une définition, j'en exclus la participation à l'administration de l'AFS. Tout comme militer dans les syndicats, s'engager dans une association « professionnelle » apporte en principe un bénéfice en termes de reconnaissance par ses pairs et parce que cela permet de constituer des réseaux. C'est une des motivations de l'engagement. Certes, une grande énergie est donnée au soutien aux plus jeunes et aux doctorants, ce qui en partie apporte aussi une reconnaissance et des liens très forts avec une génération plus jeune. Certains se targuent de la défense généreuse de la sociologie, de son développement et d'en dessiner des pistes et des nouveaux contours. Mais *in fine* chacun y récolte des lauriers, à moins de se fourvoyer dans des erreurs, en particulier administratives et comptables, et d'y laisser des plumes. On connaît aussi ceux qui à peine élus ne viennent jamais aux réunions et ne participent à aucune action, mais dont le nom reste au moins pour un mandat sur les sites et sur un CV. D'autres, au contraire, y donnent une énergie considérable et un temps important, sans compter des finances, car nous contribuons personnellement largement aux déplacements pour prendre des contacts ou représenter l'AFS dans d'autres associations ou instances. La gestion des plannings universitaires permet quelquefois de faire des choix, et beaucoup de collègues dévorent allègrement leurs temps de loisir et leurs devoirs familiaux en acceptant ces charges dites administratives.

L'éparpillement et le nombre des réseaux, comités et groupe de travail, fracturent ou fissurent la cohésion des associations.

Une armée de fantassins regroupés en escadrons plus ou moins serrés et plus ou moins nombreux constitue la chair de l'AFS tout comme des autres associations de sociologues. Pour prendre une autre image, c'est une vaste couverture tricotée dont les différents morceaux ont souvent des liens lâches. L'autonomie des réseaux, leur inégalité en matière de nombre de membres et d'activité demande une gestion complexe pour le président et son équipe qui doivent veiller à une solidarité entre les uns et les autres. Il faut inventer des moyens ingénieux de faire des actions communes et de rapprocher des équipes et pour cela y donner un peu de budget pour des projets et des séances « rassembleuses ».

La multiplicité des associations, dont j'ai parlé souvent, mais en particulier dans une conférence au CNAM en 2012, pose divers problèmes. Elle se résout quelquefois quand un groupe ou un comité se réclame de plusieurs associations, ce qui est le cas de la sociologie clinique. Mais en général, il faut choisir d'aller à tel ou tel congrès et on ne peut pour des raisons de temps et d'argent être présent partout. L'adhésion à l'ESA est chère et la présence aux congrès aussi, la participation à l'AIS demande de très longs et coûteux déplacements comme en Afrique du Sud ou en Australie, l'AISLF exclut ceux qui ont des thèmes de recherches qui réclament de travailler avec les Américains. Surtout, proposer et rédiger des communications et aller à de nombreux congrès, souvent une même année, demande un temps considérable.

La perte de l'utilisation des savoirs et des compétences des ex-présidents m'interroge aussi. Sans aller dans une incrustation à perpétuité et des présidents d'honneur indébouillonnables, il aurait fallu trouver un système pour profiter de leur expérience.



Haby Doumbia et Dan Ferrand-Bechmann



Philippe Cibois et Dan Ferrand-Bechmann en avril 2009

[\[1\]](#) Décédé en 2018.

[\[2\]](#) Un volume fut publié quelques mois après chez Desclée de Brouwer sous la direction d'Abou Ndiaye et la mienne.

Daniel Bertaux, président de 2002 à 2006

Comme il s'agit de retracer un processus non pas contemporain, mais « historique » – dix-huit ans se sont écoulés depuis l'année 2001 – il fallait nécessairement retrouver les *textes* de l'époque, qui feraient foi ; et les compléter avec les *sources orales* (des témoignages, recueillis aujourd'hui, des « acteurs/actrices » ayant participé aux prises de décision), de deux façons peut-être. D'une part, en articulant aux textes archivés/retrouvés les *témoignages* qui apporteraient des informations supplémentaires *indispensables* à la compréhension du processus (et dont les textes n'auraient pas enregistré la trace, soit en raison de comptes rendus trop laconiques, soit pour éviter la publicité de conflits, soit pour d'autres raisons encore) ; et d'autre part, mais de façon plus périphérique, en acceptant de joindre les témoignages de celles/ceux des acteurs/actrices qui tiendraient à ce que leur point de vue soit inclus dans cette reconstitution historique.

Mais tandis que j'y réfléchissais, voici qu'est arrivé le message de Philippe, ainsi que les documents qu'il a retrouvés « dans le fond de (son) disque dur » et qu'il y a joints.

Avant même de les lire, j'ai su que l'essentiel du processus historique de création de l'AFS avait été préservé, grâce (une fois de plus) à la précision du travail de Philippe. Il a joué un rôle essentiel dans la création et le développement de l'AFS : avant, pendant, et longtemps après la création de l'AFS en mars 2002, c'est lui qui a été l'infatigable

régisseur et passeur de la communication électronique au sein des membres du groupe fondateur, puis au sein de la toute nouvelle organisation elle-même.

Ce n'est pas sans émotion que j'ai relu ces textes ; et notamment les deux lettres-circulaires que j'ai envoyées aux membres de l'Association qui venait d'être créée. Il me semble que l'on se relit toujours avec un certain plaisir, et pour cause : on ressent une grande proximité avec l'esprit qui pensait ainsi... Mais cela mis à part, le plaisir est venu aussi du constat que ce qui m'a été parfois reproché : l'incapacité de faire court, le besoin d'expliquer en toute clarté... avait tout au moins le mérite d'explicitier pour les générations suivantes le projet qui réunissait notre petit groupe de fondateurs de l'AFS, et en particulier son caractère, son esprit profondément démocratique et pluraliste.

Car depuis les années 1970 au moins, et malgré le mouvement de mai 68, le vaste et prospère « champ » de la sociologie était dominé par trois ou quatre nouveaux mandarins qui se livraient une guerre incessante soit directement, soit par disciples interposés. En tant que jeune chercheur admis au CNRS au printemps 1967, dans le statut alors assez précaire d'attaché de recherche, j'avais d'abord été affecté au laboratoire de Raymond Aron, qui m'avait confié à son jeune et brillant assistant Pierre Bourdieu. Après deux années à y travailler en solitaire sans pouvoir, malgré mes demandes réitérées, parvenir à intégrer son « premier cercle », j'avais accepté la proposition de collègues de Raymond Boudon venus me trouver pour me proposer de rejoindre la petite équipe qu'il était sur le point de créer. Quand j'en avais informé Pierre Bourdieu il avait eu cette phrase énigmatique : « Je ne vous en veux pas : vous avez toujours été loyal ».

« Loyal » ? Formé initialement aux sciences exactes, j'ignorais totalement ce que cette phrase pouvait signifier dans le milieu de la sociologie française, que j'imaginai alors comme une communauté de chercheurs en quête passionnée de découvertes scientifiques : dans cette perspective, la « loyauté » n'a en effet aucune place. Si ce n'est celle de la loyauté à l'égard de la vérité objective, l'absolue loyauté à l'égard de la réalité « là-dehors », *out there*, principe qui a effectivement gouverné toutes mes recherches.

Quoi qu'il en soit, au début j'avais été bien accueilli dans le laboratoire que dirigeait de loin Raymond Boudon, personnalité intelligente, ouverte et affable. Mais n'ayant pas fait d'études philosophiques, je tenais à rattraper mon retard en lisant les grands classiques ; et en particulier les travaux remarquables d'un certain Karl Marx. Curieusement, malgré son ouverture d'esprit, cela déplaisait à Boudon. « Je suis d'esprit libéral ; mais là, vous exagérez vraiment ! » me dit-il une fois en substance.

Quoi qu'il en soit, alors que j'avais cru que l'admission au CNRS me faisait entrer dans le paradis de la recherche de vérités sociologiques objectives – ma véritable passion – je me suis trouvé au milieu d'un champ de bataille entre trois Normaliens conquérants (le troisième étant bien entendu Alain Touraine, auprès de qui j'ai fini par chercher refuge), chacun bien décidé à parvenir à une totale hégémonie sur ce champ. Autant leurs perspectives me semblaient complémentaires plutôt qu'antinomiques – chacune ayant ses mérites, mais aussi ses points aveugles –, autant chacun d'eux affirmait avec force qu'elles étaient absolument incompatibles et semblait persuadé qu'il n'y avait qu'une seule façon de concevoir la sociologie : la sienne. Si Karl Marx, ou à défaut l'un de ses disciples les moins dogmatiques, avait dirigé un labo de sociologie en France, j'y aurais aussitôt posé ma candidature.

Il est d'ailleurs probable que j'aurais perçu assez rapidement certaines insuffisances dans sa pensée – ainsi à propos des femmes – et que je n'aurais pu m'empêcher de le lui faire remarquer. Mais rien de tel n'existait en France, et les institutions veillaient de près à ce qu'il en soit ainsi.

J'avais beaucoup aimé et vécu intensément le « mouvement » des mois de mai et juin 1968. Et peu de temps après, j'avais rejoint l'un des syndicats de chercheurs : non pas le SNCS, jugé trop proche du PC – perçu comme l'ennemi du mouvement de mai – mais la CFDT/Recherche. J'y militais surtout pour une démocratisation de la prise de décision dans les laboratoires de sociologie, une évidence aujourd'hui, mais une hérésie à l'époque (où par exemple il paraissait absolument naturel à chaque directeur d'un labo – dont il était aussi le fondateur – de disposer à sa guise de la totalité du budget de frais de mission...).

Si bien qu'après des débuts prometteurs, dont un long article sur la mobilité sociale dans la *Revue Française de Sociologie*, mon esprit critique et mon militantisme, auxquels s'ajoutait non seulement ma lecture de Marx, mais aussi, aux antipodes, mon intérêt grandissant pour la méthode des histoires de vie (une technique unanimement décriée par l'*establishment* sociologique) firent que malgré mes publications, je risquais de plus en plus d'être renvoyé du CNRS (ce n'est qu'en 1982 que le statut de chercheur y a été fonctionnarisé). Mais j'avais dès le début cherché un milieu scientifique plus démocratique et « horizontal » que le milieu parisien, et je l'avais trouvé tout de suite dans le milieu international en participant au Congrès Mondial de Sociologie qui s'était tenu en septembre 1970 à Varna, en Bulgarie. À la différence de la plupart des sociologues français de l'époque, je parlais assez bien l'anglais, ou plutôt l'américain, et je le lisais couramment : car avant de devenir sociologue j'avais fait des

études d'ingénieur, passé une année à faire un Master d'Ingénierie électronique à Berkeley et – fort peu pressé d'entamer une carrière d'ingénieur qui ne m'intéressait nullement – j'en avais passé une autre, l'année 1965, à voyager autour du monde avec une bourse Singer-Polignac. Je me débrouillais donc raisonnablement en anglais, ce qui m'a permis dès mon entrée au CNRS de présenter des communications dans les Congrès internationaux de sociologie de l'Association Internationale de Sociologie (AIS). C'est à Varna, en septembre 1970, que j'avais découvert l'existence de son Comité de recherche n° 38 sur la Stratification et la Mobilité Sociale et, en son sein, le milieu scientifique que j'avais cherché en vain à Paris : une communauté « horizontale », sans chefs, où l'on était mis en contact avec des sociologues de toute l'Europe – y compris l'URSS et les pays d'Europe « de l'Est » –, des deux Amériques et de quelques pays asiatiques et africains (j'y retrouvais mon tour du monde de 1965) ; avec des discussions ouvertes, sans rapports de force institutionnels ; une égalité entre chercheuses et chercheurs, l'intelligence ni la créativité n'étant manifestement pas réservées au genre masculin ; une convivialité cosmopolite ; bref tout ce dont j'avais rêvé, et que j'avais cherché en vain à Paris. Une révélation !

Dès lors, j'ai aimé l'atmosphère des Congrès internationaux, mais aussi celle des Colloques organisés tous les ans par les Comités de recherche les plus motivés, comme l'était celui (*Stratification and Social Mobility*) que j'avais rejoint. Mes emprunts circonstanciels aux travaux du vieux Karl ne convainquaient pas toujours mes collègues californiens ou japonais, mais du moins ne me valaient-ils pas exclusion immédiate et définitive. J'ai aimé cette ouverture ; j'y ai investi une partie de mon temps ; j'ai publié en anglais dans des revues internationales (ce qui demandait bien évidemment le double de travail – au moins – par rapport aux revues de langue française) et dans des ouvrages collectifs en anglais ;

et c'est sans doute ce qui m'a finalement valu de ne pas perdre mon statut de chercheur au CNRS (il s'en est, semble-t-il, fallu de peu...).

J'ajouterai, pour terminer cette évocation de ce qui m'avait préparé à participer à la création de l'AFS, qu'ayant tenté en vain de persuader mes collègues résolument quantitativistes du *Research Committee on Stratification and Social Mobility* de l'AIIS de l'intérêt d'utiliser les *life histories* et les *family case histories* pour obtenir des données permettant de voir de près les processus de formation (et de différenciation au sein d'une même fratrie) des parcours scolaires puis professionnels, je pris l'initiative de proposer l'organisation d'un « *Ad Hoc Group on Life Histories* » dans le cadre du Congrès de Sociologie qui allait se tenir pendant la semaine du 14 au 19 août 1978 à Uppsala, en Suède. L'idée était de disposer d'une salle où pourraient converger, du lundi au vendredi en fin d'après-midi, les rares sociologues du monde entier qui portaient quelque intérêt aux histoires de vie.

J'avais composé un programme pour chacune de ces cinq sessions de deux heures ; et j'avais construit la première de ces cinq sessions autour d'un débat entre sociologues quantitavistes – représentés en l'occurrence par l'Anglais John Goldthorpe, grand spécialiste de l'étude quantitative (et comparative) de la stratification et de la mobilité sociale – et sociologues d'orientation plus ethnographique, représentés notamment par le flamboyant sociologue romain Franco Ferrarotti, la sociologue québécoise Nicole Gagnon, et le sociologue et oral-historien anglais Paul Thompson. Au dernier moment, j'y avais même inclus Immanuel Wallerstein, dont j'avais fait la connaissance à la Maison des Sciences de l'Homme à Paris ; il avait accepté d'y figurer avec une communication sur *The Proletarian*, au contenu très original (il y montrait qu'en

termes d'« exploitation » au sens de quantité de plus-value extorquée aux travailleurs directs par le capital, ce n'étaient pas les ouvriers américains qui étaient les plus exploités, mais... les cadres moyens et supérieurs salariés par les compagnies financières de Wall Street : peu de choses à voir certes avec les récits de vie, et je ne pensais pas qu'il viendrait ; mais il est venu – avec sa femme Béatrice, qui partageait ses idées et l'accompagnait partout – créant ainsi l'événement).

Cette première session, que je me suis contenté de présider, a donné lieu à des échanges très vifs entre John Goldthorpe – qui ne faisait confiance qu'aux données quantitatives – et Franco Ferrarotti, Nicole Gagnon et Paul Thompson, qui tenaient à lui faire reconnaître publiquement que nombre de phénomènes socio-historiques sont voués par nature à échapper au regard « quantitatif » des statistiques sociales ou des enquêtes par questionnaires (ainsi de tout ce qui est lié aux drogues interdites, plus généralement à toutes les activités illégales). Le ton est monté entre eux ; et comme la salle était pleine en raison de leur célébrité, dès le lendemain le buzz était lancé. Je n'en avais pas conscience, car je ne faisais pas partie des instances dirigeantes de l'AIS ; mais le Professeur Wladimir Wesolowski, un sociologue polonais qui en faisait partie et me connaissait de par ma participation aux colloques du *Research Committee 38*, m'en a informé : « *Vous devriez dès maintenant demander la création d'un Comité de recherche de l'AIS sur les histoires de vie* », me conseilla-t-il dès le lendemain ; « *manifestement les gens sont intéressés* ».

Ce fut une longue marche. Le courrier électronique n'existait pas à l'époque, il fallait envoyer des lettres-circulaires, qui coûtaient cher en timbres ; et le directeur de mon laboratoire, Alain Touraine, monopolisait à son service

exclusif l'activité de trois des quatre secrétaires d'un labo qui comptait une trentaine de chercheurs... Cependant huit années plus tard, en 1986, le Groupe Ad Hoc sur les Histoires de vie, après avoir obtenu en 1982 le statut intermédiaire de *Working Group* de l'AIS, était enfin reconnu comme *Research Committee* de l'AIS ; et dans la foulée, sans même avoir eu l'idée de le demander, j'étais coopté au sein du nouveau Comité Exécutif de l'Association Internationale de Sociologie.

Cette Association Internationale, créée – avec plusieurs autres associations scientifiques – après la seconde guerre mondiale, sous les auspices de l'UNESCO, avait été conçue (sur le modèle américain) comme une *membership association* : elle était censée n'être financée que par les cotisations de ses membres *individuels*, qui seuls avaient le droit de vote lors de l'élection des membres de son Comité Exécutif et de son Président. Autrement dit les « États » (comme on dit en France ; en anglais on dit « *governments* ») n'avaient aucun droit de vote, malgré les subventions que tel ou tel pourrait lui concéder. Les fondateurs pensaient que ces principes constitueraient la meilleure – ou la moins mauvaise – des façons de la préserver d'une mainmise éventuelle de tel ou tel État. J'avais profondément intériorisé ces principes, qui correspondaient à mes convictions certes marxiennes, mais très opposées au « léninisme ».

(À l'époque la plupart des marxistes se disaient aussi léninistes, comme si le « marxisme-léninisme » allait de soi, juste une transmission de père en fils spirituel ; mais de par mes rencontres internationales, j'avais pu nouer des relations d'amitié avec Rudolf Andorka, un démographe hongrois et un homme d'une très grande probité. Constatant mon enthousiasme pour Marx – qu'il ne partageait guère – il m'avait demandé lors d'un déjeuner sur le pouce, avec son inimitable accent sur la première syllabe de chaque mot :

– *DAniel, est-ce que TU SAis QUI a INventé le CONcept de MARxisme-LÉninisme ?*

– *Je suppose que ce n'est pas Marx... Euh non, évidemment ! Alors ce doit être Lénine, non ?*

– *Non DAniel, PAS du tout. L'HOMme qui a INventé le CONcept de MARxisme-LÉninisme, c'est STAline en PERsonne !*

Ce jour-là j'avais effectivement compris/appris quelque chose d'important...)

De par ma participation au Comité Exécutif de l'AIS je savais que dans la plupart des pays développés, l'existence d'un milieu professionnel de sociologues « libres » était un important signe de démocratie : dès qu'un dictateur prenait le pouvoir, en général à la suite d'un coup d'État effectué un samedi soir, par exemple en Argentine, au Brésil, au Chili ou ailleurs dans le monde, l'une de ses premières décisions était de supprimer officiellement l'existence de la philosophie, des sciences politiques et de la sociologie, considérées *a priori* comme potentiellement subversives.

Alors, quand la *Société Française de Sociologie*, qui agonisait depuis tant d'années, décida de se saborder, j'étais prêt.

(à suivre)